

**Liliana Deyanova**

Université de Sofia « Sv. Kliment Ohridski »

## « Le nouveau paradigme » des sciences sociales vu de l'Est

« Mais il arrive qu'un jour, l'atmosphère change. La signification des points de vue utilisés sans réflexion devient alors incertaine, le chemin se perd dans le crépuscule. La lumière des grands problèmes de la culture s'est déplacée plus loin. Alors la science se prépare elle aussi à modifier son paysage habituel et son appareil de concepts »<sup>1</sup>. Ces mots de Max Weber, écrits il y a plus d'un siècle, résonnent aujourd'hui avec une tonalité particulière. Le contenu culturel de notre savoir scientifique, jusqu'alors évident, commence à nous échapper, notre savoir devient « incertain ». L'échelle de valeurs selon laquelle les sciences sociales ont mené leurs recherches « axiologiquement neutres » est en train de changer, sous nos yeux, avec l'âge dit de l'« économie de savoir », sous l'impact puissant des réformes « néo-libérales ». Mais le nouveau paysage n'a pas encore pris des contours clairs. Ces contours dépendent de la manière dont on va les nommer et expliquer les types d'incertitude propres à ces nouvelles configurations sociales.

Nous nous intéresserons dans cet article à la façon dont la restructuration institutionnelle des sciences sociales est *nommée*, par les agents sociaux eux-mêmes, en Bulgarie. Ce pays a connu, en quelques années seulement, le passage du dirigisme scientifique le plus strict à un mouvement accéléré vers la soumission du savoir aux logiques du marché dans un contexte de modification radicale du rôle imparti à l'Etat. C'est pour désigner cet ensemble de processus que nous renvoyons, avec les réserves manifestées par les guillemets qui entendent mettre à distance l'enthousiasme de son auteur, à l'expression de « *nouveau paradigme du savoir* » lancée par Michael Gibbons dans un texte édité par la Banque Mondiale en 1998. Il y définissait une nouvelle configuration de l'activité de

connaissance dans laquelle « les impératifs économiques sont absolus »<sup>2</sup>.

Sur la base d'une série de recherches qualitatives sur les transformations des sciences sociales (et surtout d'une recherche comparative réalisée en 2006<sup>3</sup>), nous visons à décrire comment les nouvelles politiques de la recherche, les réformes et les *best practices* préconisées par les recettes néo-libérales, prennent forme dans la périphérie de l'Europe. Ces transformations sont saturées d'utopies plus ou moins implicites, d'intérêts et de stratégies, d'asymétries structurelles. Elles sont aussi marquées par des contradictions internes et des paradoxes qui rendent complexe, pour les acteurs impliqués, la description du processus qui se déploie autour d'eux. Le matériel empirique collecté sera utilisé pour mettre en évidence *sept configurations de sens* privilégiées, construites et dégagées par nous, comme relevant de différents schémas narratifs

<sup>2</sup> Gibbons Michael, *Higher Education Relevance in the 21<sup>st</sup> Century*, Washington DC, World Bank, 1998, p. 43.

<sup>3</sup> « The Humanities and the Social Sciences on the peripheries – sciences or technocratic instruments », recherche sous la dir. de Maja Breznik et financée par ACO, Vienne, 2006. (Voir des publications sur le site de Mirovni institut, Ljubljana, <http://www.mirovni-institut.si/hssp/studies.html>). Parmi elles, les publications de deux autres membres de l'équipe bulgare : Hristov Momchil, *The Heteronomous Autonomy of the Social Sciences. The Scientific Policies around a Fund*; Danchev Valentin : *The Sociology facing the non-classical dilemma – between the "media activity" and the "scientific inactivity": Transformation of the Sociological Legitimacy*. Voir aussi mon travail sur les think tanks et le champ de recherches dites sociologiques dans le cadre de la recherche « *Ot mreji v mreji* » (« De réseaux en réseaux »), sous la direction de Ivan Tchalakov, recherche de l'*Institut de recherches critiques sociales* financée par la *Foundation Open Society* 2004 – 2005 (publiée sous le titre *Mejite na prehoda*, Sofia, Iztok Zapad Editions, 2008). Nous utilisons pour cet article aussi deux recherches qualitatives réalisées par nous-mêmes : « Le discours des sciences sociales dans les médias » (1999) ; ainsi que « La nouvelle segmentation et les inégalités (universitaires) autoréalisantes » (2007).

<sup>1</sup> Weber Max, *Essais sur la théorie de la science*, trad. Julien Freund, Paris, Plon/Presses-Pocket, 1992, p. 200.

« glocaux »<sup>1</sup>. Nous tenterons de repérer quelques uns des *symptômes* de ce mouvement accéléré de marchandisation du savoir. L'accent sera mis sur les *classements* que font les agents, sur « le principe de vision et de division (*nomos*) » qui fonde les différences et les « lignes de démarcations mystiques »<sup>2</sup>. Cela nous permettra de comprendre les points d'intersection et les modalités de rencontre entre les différentes pressions (nationales et supranationales) pour constituer un marché du savoir et les « réponses » qui y sont spécifiques.

### Sciences sociales et sphère publique critique en contexte postcommuniste

En 2006 l'Union Bulgare des Savants déclare accepter, sans aucune réserve, « la ligne générale de l'Union Européenne » en ce qui concerne « l'économie du savoir » et l'Espace Européen de la Recherche. Dans son *Mémoire*, elle informe en effet « le business et la société » (*sic !*) que cette « ligne

de l'UE » nous arracherait de la crise<sup>3</sup> et nous procurerait une croissance durable et « une meilleure cohésion sociale ».

En 1989, au moment de la chute du régime communiste, le discours du désir de changement était radicalement différent. La « révolution de velours » avait pour horizon utopique l'autonomie du savant et de la science – « *une science libre dans une société libre* ».

En 2006, le discours des intellectuels avait subi de profonds changements (de même que leur rôle dans la Cité, les lieux de la normativité et les formes de la violence symbolique). Un « nouveau paradigme du savoir » voulait se légitimer entre-temps. Il est saisi et décrit dans un livre influent, paru en 1994 : *La nouvelle production du savoir*<sup>4</sup>. Michael Gibbons et ses co-auteurs y entendent diagnostiquer ce changement fondamental dans la production et dans le rôle du savoir aujourd'hui. Rappelons que Gibbons est l'un des experts phares des commissions transnationales qui reconsidèrent le rôle du savoir et de l'éducation supérieure et appartient aux

<sup>1</sup> On reprend ce néologisme de Roland Robertson pour désigner l'augmentation des interdépendances des logiques locales et globales.

<sup>2</sup> Voir l'analyse du « principe de vision et division » et du « paradoxe de la doxa » dans l'introduction de Bourdieu Pierre, *La domination masculine*, Paris, Seuil, 1998. Vu l'importance pour notre analyse des « sept récits », je cite : « On voit bien qu'en ces matières il s'agit avant tout de restituer à la *doxa* son caractère paradoxal en même temps que de démonter les mécanismes qui sont responsables de la transformation de l'histoire en nature, de l'arbitraire culturel en naturel. Et, pour ce faire, d'être en mesure de prendre, sur notre propre univers et notre propre vision du monde, le point de vue de l'anthropologue capable à la fois de rendre au principe de vision et de division (*nomos*) qui fonde la différence entre le masculin et le féminin telle que nous la (mé)connaissons, son caractère arbitraire, contingent, et aussi, simultanément, sa nécessité sociologique ». Nous nous référons à l'approche de Bourdieu, souvent implicitement : à ses analyses de la violence symbolique, du pouvoir des noms – « capital du pouvoir de nomination », de la « magie performative », des luttes pour le monopole de la violence symbolique légitime, et beaucoup d'autres. Voir entre autres les articles « Espace social et pouvoir symbolique », in Bourdieu Pierre, *Choses dites*, Paris, Minuit, 1987, pp. 147-166 et « Esprits d'Etat. Genèse et structure du champ bureaucratique », in Bourdieu Pierre, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 1994, pp. 101-133.

<sup>3</sup> D'après les données de l'Eurostat pour l'année 2005, la Bulgarie se range parmi les pays européens qui dépensent le moins pour la science et l'innovation – seulement 0,5% du PIB (la moyenne pour l'UE des vingt sept étant de 1,84%). Le même constat s'applique aux dépenses pour l'éducation – 3,8% du PIB. Selon certains experts, c'est le seul pays qui n'a pas formulé ses objectifs dans le cadre de la stratégie de Lisbonne (en 2008 encore, la stratégie nationale du Ministère de l'éducation et de la science est au stade de projet, voir [http://www.minedu.government.bg/opencms/opencms/le\\_ft\\_menu/documentsproject/2008/proekt\\_strategia\\_nauka-2008.pdf](http://www.minedu.government.bg/opencms/opencms/le_ft_menu/documentsproject/2008/proekt_strategia_nauka-2008.pdf)). Le budget du Fonds de Recherches scientifiques (qui fonctionne d'après la loi d'encouragement de la recherche de 2003) en 2005 s'élève à 12,5 millions de *lévas*, en 2006 il est de 13,5. D'après la *Knowledge Assessment methodology* de la Banque Mondiale, le pays est très en retard dans le domaine de l'innovation et de la coopération avec le monde des affaires. En Bulgarie il y a 37 universités et plus de 100 centres scientifiques, dont 87 appartiennent à l'Académie des Sciences. Le rapport proportionnel entre les jeunes chercheurs et les chercheurs seniors est de 1:10 ; l'intérêt pour le cycle doctoral baisse. Les politiques scientifiques du Fonds de recherches scientifiques, la loi de 2003 d'encouragement de la recherche et autres documents sont analysés par Momchil Hristov, voir note 3.

<sup>4</sup> Gibbons Michael, Limoges Camille, Nowotny Helga, Schwartzman Simon, Scott Peter, Trow Martin, *The new production of knowledge : the dynamics of science and research in contemporary societies*, London, Sage, 1994.

réseaux où cet impératif est souvent répété. Des critiques soulignent que ses interprétations relèvent moins de l'analyse que du discours performatif de « celui qui croit d'une manière déterminée dans le nouvel ordre social et cognitif » et qui œuvre inlassablement à son établissement<sup>1</sup>.

La globalisation est envisagée par Gibbons comme « le moteur du changement de l'université » ; ce changement est exprimé par l'apparition de nouvelles pratiques de recherche ainsi que par la sortie de la recherche du cadre universitaire<sup>2</sup>. La nouvelle forme de production de savoir est appelée « le *mode 2* » à la différence de la structure de l'ancienne université « humboldtienne » qui est « le *mode 1* ». « Le *mode 1* est disciplinaire, le *mode 2* est transdisciplinaire »<sup>3</sup>.

Désormais, le savoir est censé être produit dans le contexte de l'usage et de l'utilité mesurable, et non pas dans celui des intérêts d'une communauté universitaire. Il se définit par « une hétérogénéité des compétences ». Le *mode 1* est hiérarchique tandis que le *mode 2* « préfère les hiérarchies moins distinctes en utilisant des structures organisationnelles qui sont éphémères (*sic !*) ». Il existe une différence également par rapport à la manière d'effectuer le contrôle de la qualité : dans le *mode 2* on utilise « un système de contrôle de la qualité plus complexe ». Dans la nouvelle société du savoir, les lieux où le savoir est produit sont beaucoup plus nombreux et par conséquent ce dernier est « transdisciplinaire, appliqué ». Cette société est « socialement responsable », mais elle doit aussi être rentable : « les impératifs économiques sont absolus ». Sur ce point Gibbons aime réaffirmer : « si les universités ne

s'adaptent pas, on va s'en passer »<sup>4</sup>. Nous ne donnons ici qu'une petite partie des « mots fétiches », des catégories et des oppositions utilisées dans les nouveaux lieux de production des savoirs utiles<sup>5</sup>.

Que deviendraient les sciences sociales dans cette nouvelle configuration ? Leur possibilité est garantie, en principe, par un champ devenu historiquement autonome à travers « une conquête collective ». En effet, si on reprend Bourdieu, la « réflexivité critique » diffère de la « réflexivité narcissique » et la possibilité de produire une science sociale critique est institutionnalisée dans les mécanismes du champ. Il s'agit de « formes de communautés » peu compatibles avec l'injonction à la transformation du scientifique en entrepreneur de soi-même et avec la fragmentation du « monde de la recherche »<sup>6</sup>. Les

---

<sup>4</sup> Gibbons Michael, *Higher Education Relevance in the 21<sup>st</sup> Century*, *op. cit.*, p. 2

<sup>5</sup> Nous renvoyons aux listes de ces catégories (« noms », « mots fétiches ») de la nouvelle *lingua franca* collectées et interprétées dans le livre de Christian de Montlibert (*op. cit.*, pp. 50-53), dans les articles de Bourdieu et Wacquant (voir Bourdieu Pierre, *Interventions 1961-2000*, Marseille, Agone, 2002 ; Bourdieu Pierre, *Contre-feux. Propos pour servir à la résistance contre l'invasion neo-libérale*, Paris, Raisons d'agir, 1998). Notre recherche comparative (voir note 3) se base sur ces travaux importants. Cet article s'appuie sur les descriptions et les thèses des auteurs cités. Voir Montlibert Christian de, *Savoir à vendre*, *op. cit.*, surtout pp. 7-32 et pp. 75-112 pour l'interprétation de la « fiction politique de l'économie du savoir », « la subordination du champs des sciences sociales aux logiques marchandes » et la force de cette pensée mythique et de sa « magie rhétorique pour la production d'un « raisonnement de vérité » ; ainsi que le numéro des *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°148, juin 2003 ; Panayotopoulos Nikos, « Le champ sociologique grec et les effets de la domination symbolique internationale », *Regards sociologiques*, n°30, 2005, pp. 91-99 ; Abélard, *Universitas calamitatum. Le livre noir des réformes universitaires*, Broissieux, Croquant. Voir aussi une autre perspective, Musselin Christine, *Le marché des universitaires. France, Allemagne, Etats-Unis*, Paris, Presses Universitaires de Science Po, 2005.

<sup>6</sup> « La situation par l'échange sur le marché en tant qu'archétype de toute relation rationnelle s'oppose à toutes les formes de communautés » (Weber Max, *Economie et société*, Paris, Plon/Presses-Pocket, t. 2, p. 633). Voir Bourdieu Pierre, *Science de la science et la réflexivité*, Paris, Raisons d'Agir, 2001, p. 2 et p. 6 ; Montlibert, Christian de, *Savoir à vendre*, *op. cit.* ; Montlibert Christian de, « L'autonomie scientifique dévoyée », in Colloque « Exzellenz durch Steuerung »

---

<sup>1</sup> Milot Pierre, « La reconfiguration des universités selon l'OCDE. Economie du savoir et politique de l'innovation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°148, juin 2003, pp. 68-73 ; Montlibert Christian de, *Savoir à vendre. L'enseignement supérieur et la recherche en danger*, Paris, Raisons d'agir, 2004 ; Mocnik Rastko, « Transmission and production of knowledge in the contemporary university », *Critique and Humanism review*, vol. 21, n°1, 2006, pp. 169-175.

<sup>2</sup> Gibbons Michael, in Breton Gilles, Lambert Michel (dir.), *Globalisation et université*, Québec, UNESCO/Presses de l'Université Laval, 2003, p. 118.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 120

communautés de ce type reconnaissent mutuellement leurs capitaux, y compris le « capital de la discipline », dans une « sphère publique de la science »<sup>1</sup> – partie intégrante de « la sphère publique » de la modernité démocratique (« la sphère de la discussion » dont parle Habermas). Dans cette perspective, notre question peut se reformuler ainsi : *Quelles sont les conditions sociales pour qu'existe une sphère publique dans le contexte de l'après 1989 ? Quelles sont les conditions de possibilités de l'institutionnalisation de la réflexivité critique des sciences sociales ? Comment ces sciences peuvent-elles contribuer à la création de nouvelles formes rendant visible le présent ?* Pour les « intellectuels engagés » au début des transformations de l'après 1989, la question se posait ainsi : comment nos recherches et nos écrits peuvent alimenter l'espace public, le débat public ? Ce n'est que plus tard que les réponses différentes ont surgi. Il était clair déjà qu'après le « grand temps des intellectuels » (thèse du président et ex-dissident bulgare Jelio Jeleu) c'est-à-dire le temps de « l'intellectuel engagé », arrive le temps des experts<sup>2</sup>. L'espace public y est dominé par le discours des *think tanks* – les experts des instituts qui se déclarent indépendants<sup>3</sup>.

---

Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung, 29-30 nov. 2007 ; Bourdieu Pierre, Wacquant Loïc, « Sur les ruses de la raison imperialiste », *Actes de la recherche en sciences sociales*, mars 1998, n°121-122, pp. 109-118.

<sup>1</sup> Cela reste valable même après la critique légitime du postulat du « nationalisme méthodologique ». Voir Wagner Peter, *Liberté et discipline, Les deux crises de la modernité*, Paris, Métailié, 1999 ; Zimmermann Benedicte, *Les sciences sociales à l'épreuve de l'action. Le savant, le politique et l'Europe*, Paris, MSH, 2004. Voir aussi les travaux de Johan Heilbron, de Dezalay et Garth.

<sup>2</sup> Les mêmes étapes sont repérables dans d'autres pays post-communistes. Voir Hadjiisky Magdalena, « La démocratie par le marché. Le cas tchèque (1989-1996) », *Politix*, vol. 12, n°47, automne 1999, pp. 63-88.

<sup>3</sup> Une étude de 1999 du discours des sciences sociales dans les médias bulgares entre 1989 et 1999 m'a permis de voir les limites de leur autonomie et « l'impossible sphère publique critique ». En ce qui concerne une deuxième étape de la présence des universitaires dans les médias (après la première qui était celle de « l'intellectuel engagé » qui a duré jusqu'en 1995) – celle des experts –, j'ai décrit une affinité élective entre la logique de leurs expertises et les nouveaux réseaux

C'est notamment ce « problème central » qui explique nos références multiples à Bourdieu (et au paradigme de la sociologie réflexive, ou « critique »). Le sociologue a démontré que les possibilités de faire une science autonome critique et non pas une science d'ingénierie sociale, sont institutionnalisées dans le mécanisme du champ même<sup>4</sup>. Il a montré que cette « conquête collective » risque de disparaître à l'époque de l'utopie néolibérale du marché pur et de la *naturalisation* de son discours<sup>5</sup>.

En effet, la question de la violence symbolique des schémas de la pensée néolibérale en Europe de l'Est est inséparable de la question des *think tanks* et de l'« ONG-isation » de la sphère publique dans les ex pays communistes<sup>6</sup>. Notre but dans cet article n'est pas d'analyser cette causalité en posant la question théorique, plus générale, des nouvelles homologues entre les champs après 1989 (et des nouveaux « taux de change » entre leurs capitaux, notamment le rôle montant du capital social). Nous ne pouvons pas non plus discuter ici les thèses concernant le caractère de la « transition » (des processus désignés par la formule idéologique et téléologique de « transition du totalitarisme à la démocratie », certains « imputables à la sortie du communisme, d'autres aux conditions globales nouvelles dans lesquelles celles-ci interviennent »<sup>7</sup>). Mais nous présupposons bien sûr des conceptions théoriques sur ces « questions plus générales ». Si

---

sociaux du capitalisme financiarisé (bien que les *think tanks* soient spécifiques dans une situation post-communiste). « La transition » semblait avoir davantage besoin de leur *policy papers* que d'une science critique et autonome, la « science des Lumières » ou plutôt « des Lumières de Lumières » ; voir Bourdieu Pierre, *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997, p. 86.

<sup>4</sup> Bourdieu Pierre, *Science de la science et la réflexivité*, *op. cit.*, p. 2, p. 6, p. 154.

<sup>5</sup> Voir Bourdieu Pierre, Wacquant Loïc, « Sur les ruses de la raison imperialiste », *art. cit.* ; Montlibert Christian de, *Savoir à vendre*, *op. cit.*

<sup>6</sup> Ragaru Nadege, « Les avatars de l'aide internationale dans les Balkans », *Revue internationale et stratégique*, n°40, 2000, pp. 49-66.

<sup>7</sup> Voir une explication fine et riche, y compris en références bibliographiques, de ces processus postcommunistes et du contexte postcommuniste : Ragaru Nadege, *Apprivoiser les transformations postcommunistes en Bulgarie : la fabrique du politique (1989-2004)*, thèse de doctorat, Paris, IEP, 2005.

nous voulons comprendre la conjoncture actuelle du champ des sciences sociales à travers ces sept « récits », il nous faut expliciter un processus historique de longue durée : les transformations des sciences sociales en tant que technologies discursives de la société moderne, en fonction des métamorphoses des microstructures de la modernité communiste, du pouvoir communiste et de *ses réseaux*<sup>1</sup>. Il faut analyser le long processus d'émancipation des hiérarchies professionnelles par rapport aux hiérarchies du parti communiste (et à leurs « lignes générales »)<sup>2</sup>. C'est ainsi que l'on peut

---

<sup>1</sup> Les réseaux constituent une catégorie centrale de notre interprétation de l'histoire du champ des sciences sociales telle que on l'avait collectivement développée dans le cadre des travaux de l'*Institut d'études critiques et sociales* qui ont débuté avant 1989. (Voir les articles de Andrey Bundjoulov, Ivan Tchalakov et Deyan Deyanov dans le numéro spécial édité en anglais de la revue *Sociological problems*, 2006). Cette approche diffère substantiellement des usages courants et aussi savants (Castells, Callon & Latour entre autres). Dans le sillage de la théorie de Janos Kornai, ces travaux ont montré que les réseaux constituent une caractéristique structurelle fondamentale du socialisme. La société socialiste produit de façon systémique de la pénurie, notamment parce que les motivations capitalistes sont bloquées : l'argent n'est pas de l'argent, les sciences sociales ne donnent pas des données... Mais cette société se caractérise aussi par l'existence de structures « en double », c'est-à-dire de *réseaux* visant à palier les effets de la pénurie. Ces réseaux ne sont pas publics ; ils se situent en dehors de l'« espace public théâtralisé » du socialisme. Evidemment, les réseaux n'existent pas seulement dans l'économie. Ils sous-tendent aussi le champ politique et le champ des sciences sociales. Nous avons étudié les structures objectives des champs concernés et les conversions de ces réseaux communistes, y compris après leurs « rencontres » avec les réseaux du capitalisme financier dans la phase post-1989 dans plusieurs recherches (voir « *De réseaux en réseaux* », note 2). Deyan Déyanov a analysé précisément ces rencontres avec les réseaux du capitalisme financiarisé. Selon lui, le capitalisme dans lequel nous sommes entrés après 89 n'était pas « celui que plupart de nous attendaient fébrilement, ce capitalisme s'est avéré aussi une société de réseaux... ». Ils compensent de nouveaux types de déficits : de la certitude, de la prévisibilité etc. Voir Deyan Deyanov, « Une économie du déficit symbolique », *Divinatio*, 2008, pp. 137-150.

<sup>2</sup> Sur les interprétations divergentes de l'histoire de ce champ, voir Deyanova Liliana, « Les combats pour la sociologie. La sociologie en Bulgarie après 1989 – cinq récits », *Transitions*, vol. XLII, 2001, n°1. La thèse de « réarrangement invisible » des microstructures du pouvoir » est argumentée par K. Koev, lors de la table

retracer les logiques différentielles des réseaux qui compensent le « déficit de savoir » avant 1989 et après. C'est ainsi que l'on peut comprendre « les affinités électives » entre le discours des experts des *think tanks* et certains des « réseaux de la transition » (des élites en concurrence qui prétendent accorder la dynamique sociale aux impératifs toujours nouveaux)<sup>3</sup>. Ceci devrait être le véritable cadre théorique de ces sept schémas narratifs que nous allons décrire. Bref, nous devrions faire – ce qui n'est pas notre but ici – une histoire du champ des sciences sociales – son histoire objectivée et son histoire incorporée sous la forme de dispositions des agents ainsi que de leur « complicité ontologique »<sup>4</sup>.

Et ce n'est qu'alors que l'on pourra répondre à la question : peut-on envisager les *think tanks* en tant que « main invisible de la transition » ? Cette thèse a été développée par le philosophe bulgare Ivan Krastev dans un article qui porte ce nom. Comme d'autres articles de cet auteur, cet article est fréquemment cité dans les études sur les *think tanks* en Europe de l'Est. Je vais résumer sa définition des *think tanks* – ces instruments de « fabrique des arguments ».

Dans son premier article sur le sujet, « The Liberal Estate »<sup>5</sup> (1999), il désigne sous le mot de *think tank*, non pas tous les experts

---

ronde de la revue *International sociology*, « La sociologie en Bulgarie » – Koev Kolyo, « Faces and Masks : Bulgarian Sociology in Search of Itself », *International Sociology*, n°2, 1992. Voir aussi les études de Svetla Koleva sur l'histoire de la sociologie socialiste.

<sup>3</sup> Il faut noter que beaucoup de réformes de l'enseignement supérieur en Bulgarie et de la recherche ont commencé bien avant le processus de Bologne (1999). Elles sont imputables, à l'épuisement du modèle de gestion de la science par l'Etat. Ce n'est pas notre question ici. Mais il est intéressant de souligner que le Parti Communiste Bulgare a initié beaucoup de mesures dans le sens de la désétatisation de la science lors de son plénum de 1988, en proposant, face à la crise montante, des budgets fléchés, « des firmes » (il y a des lois respectives avant 1989) de recherche, des fermetures des instituts dits « inefficaces », budgétisation et même « *longlife learning* ».

<sup>4</sup> Bourdieu Pierre, *Science de la science et réflexivité*, *op. cit.*, p. 2, p. 6.

<sup>5</sup> Krastev Ivan, « The Liberal Estate. Reflections on the Politics of Think Tanks in Central and Eastern Europe », *East Central Europe*, vol. XXVI, part. I, 1999, pp. 35-53.

(ceux de partis politiques ou de gouvernement), mais seulement ceux qui participent à des instituts de recherche stratégique indépendants. Ce sont des organisations non-gouvernementales et non-lucratives dont l'impact médiatique est très fort. Elles ne produisent pas un discours axiologiquement neutre ; leur but est de « maintenir la direction des réformes libérales » entreprises et de compenser le manque de pression de la part des sociétés d'affaires locales. Leur paradigme initial est « anti-keynésien »<sup>1</sup>. Les *think tanks* ont la capacité de modeler l'opinion publique parce que leurs *policy papers* ne sont pas « super-théoriques », mais « compréhensibles par les masses ». Il affirme aussi que les *think tanks* sont liés au nouveau rôle des intellectuels dans le processus de réforme postcommuniste. Les *think tanks* proviendraient de la nécessité de remplacer la langue idéologique des intellectuels par une nouvelle langue dominante : la langue de l'expertise.

Une autre thèse importante des premiers articles de Krastev concerne le futur de ces institutions.

« Dans la mesure où, dans leur milieu, il n'y a pas une communauté orientée vers le travail scientifique, les membres vont restreindre leur rôle d'innovation. Pour cette raison, la forme de leur existence s'avérera *in fine* invalide. »

Le diagnostic semble juste *a posteriori* : dix ans plus tard, beaucoup de *think tanks* essaient de redéfinir leur rôle et se lient étroitement avec des centres académiques et d'Etat. Revenons à cette nouvelle définition de la science sociale pour le XXI<sup>e</sup> siècle après avoir introduit les différentes interprétations du nouvel esprit scientifique<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 48.

<sup>2</sup> Il faut bien sûr se rendre compte qu'une pareille approche hyperbolise l'aspect de détermination sociale du savoir. Sans doute Bourdieu a-t-il raison de souligner que l'analyse est obligée de se tenir « entre » : entre l'idée d'un échange intellectuel soumis à la force du meilleur argument (la description mertonienne de la communauté scientifique) et la « représentation darwinienne ou nietzschéenne qui, au nom du slogan *power/knowledge*, réduit brutalement tous les rapports de sens – et de la science – à des rapports de force et à des luttes d'intérêt » (Bourdieu Pierre, *Méditations pascaliennes*, *op. cit.*, p. 131).

## Sept schémas narratifs « glocaux »

1. L'interprétation officielle de l'*Union des savants bulgares* et des directions des instituts académiques suit les priorités et « les indicateurs européens d'évaluation de l'activité scientifique ». En anticipant « notre programme national de Lisbonne » le *Mémorandum* de l'année 2006 fixe l'objectif du transfert du savoir et des résultats scientifiques vers le business. Il espère l'engagement croissant des pouvoirs publics en faveur des innovations et du « développement des recherches scientifiques dans les firmes ». L'opposition « business / société » contenue dans « le seul document public impartial dans le pays » (d'après ses propres auteurs) n'est pas du tout fortuite. Toutefois, les savants soulignent également le besoin de défendre les intérêts de l'Etat bulgare ainsi que son potentiel scientifique. Ils invitent à ne pas formuler les priorités « en imitant, en singeant et en suivant des indicateurs peu clairs ». Dans ce sens, ils proposent que ces priorités soient formulées par un conseil scientifique supra-disciplinaire et supra-institutionnel.

Certes, dans ces documents, on parle rarement des sciences sociales et de leur rôle spécifique. On réduit ces dernières aux seules sciences économiques (*economics*) qui sont sans doute plus prédisposées à la libéralisation des procédures d'évaluation. A travers elles, l'*Union des savants bulgares* voudrait « mettre en place un système de valeurs éthiques qui servirait de base pour effectuer des contacts informels et pour améliorer les liaisons entre le business et la science ». L'un des experts que nous avons interviewé souligne le fait, fort révélateur, que le Ministère de l'Education et de la Science n'ait pas prévu une session dédiée aux sciences humaines et sociales lors de la présentation du septième programme-cadre de l'UE.

Le *Mémorandum* décrit la société du savoir, l'exode des cerveaux, le rapprochement des politiques nationales d'innovation et le cadre juridique qui devrait permettre leur réalisation. Ce dernier point est exemplifié par des centaines d'innovations qui sont perdues chaque année en raison du fait que, depuis 1989, la Bulgarie ne s'est pas dotée d'une loi moderne protégeant les brevets, tout comme

elle n'a pas établi de loi garantissant la propriété intellectuelle. Selon les auteurs, les subventions d'aide à la science sont « ridiculement basses » et sont contrôlées par un ministère dont la capacité administrative est limitée. Ils constatent que « la Bulgarie s'avère le seul pays qui, malgré les conseils de l'UE, n'a pas prévu d'argent pour la science dans le cadre stratégique pour l'utilisation des fonds structurels de l'Union ».

2. *Apologia Declarationis Boloniensis contra murmurantes*. Dans ce seul titre<sup>1</sup> d'une contribution à la conférence sur la société du savoir, organisée par la Nouvelle Université Bulgare, on peut ressentir l'esprit d'une autre interprétation qui est importante dans l'espace scientifique national<sup>2</sup>.

Malgré les différences disciplinaires, statutaires et politiques qui existent entre eux, les participants bulgares à la conférence internationale sur la société du savoir se solidarisent autour de la thèse selon laquelle il existe « un consensus des experts sur l'état de l'enseignement supérieur et de la science en Europe contemporaine ». Cette formulation désigne le manque de compétitivité de l'Europe et son retard par rapport aux universités américaines ainsi que « par rapport aux nouvelles forces du marché global ». Selon eux, ceci est surtout la conséquence de « deux types de forces conservatrices qui bloquent les activités économiques des universités – l'administration de l'Etat national [...] et l'oligarchie académique dans les cas où l'autonomie est conçue selon le modèle de la science pure de Humboldt »<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Faut-il souligner encore que, quoique ces types de récits soient identifiés, à première vue, à des *personalia*, ils sont en fait pensés comme des typologies, les personnes nous intéressent en tant que positions dans l'espace social et type de sélection narrative. Voir la note précédente. Dans ce deuxième cas nous citons des textes, publiés dans les Actes de la conférence internationale « Enseignement supérieur et recherches scientifiques dans la société du savoir », *Critique et Humanism*, vol. XXI, n°1, 2006, en bulgare.

<sup>2</sup> Ceux qui sont liés à cette université dénoncent un autre fait des politiques scientifiques bulgares : le refus du *Fonds National Scientifique de Bulgarie* de subventionner les institutions académiques privées (je cite des données de la recherche de 2006).

<sup>3</sup> « Enseignement supérieur et recherches scientifiques dans la société du savoir », *op. cit.*, p. 363.

Selon certains, les risques que le processus de Bologne standardise l'éducation et la science au nom de la convertibilité ne sont qu'« hypothétiques ». « Le processus de Bologne est une initiative ouverte qui n'est pas administrativement contraignante. Elle est stimulante et donne une chance à chaque université de définir les limites de sa propre Europe », argumentent-ils. Aux « contempteurs du processus de Bologne » on répond que cette « initiative » est particulièrement bénéfique pour les pays post-totalitaires dans la mesure où elle leur impose – de manière politique – une plus grande ouverture.

La thèse la plus radicale est celle de Kokinov (dirigeant d'un centre d'excellence, développant des sciences cognitives (d'ailleurs prioritaires dans les politiques scientifiques européennes), lauréat du prix international « Hannah Arendt ») : « Qu'on le veuille ou non, l'éducation se transforme de plus en plus en business. Un business sur le marché le plus concurrentiel – celui des cerveaux (!) ». Dans l'article « La Bulgarie deviendra-t-elle partie de la société du savoir ? » il songe à l'épisode des touristes thaïlandais balayés par le tsunami. « La Bulgarie se trouve devant le tsunami de la société du savoir. Si le pays ne plonge pas dedans pour s'y intégrer, il sera balayé »<sup>4</sup>. Dans cette représentation du savoir social, on observe les mêmes convictions dominantes : la société contemporaine n'est pas hiérarchique mais « en réseaux » ; « la disposition à partager » remplacerait « la disposition à contrôler » ; les différences entre public et privé et entre production et services disparaîtraient ; les organisations auraient besoin de *life long learning* ; on apprécie les personnes qui ont de l'initiative et de la mobilité... Tout cela exige des « relations sociales de haute qualité » (!)<sup>5</sup>. Selon Kokinov, les politiques scientifiques devraient privilégier le financement ponctuel d'un petit nombre d'universités ainsi que « le financement généreux d'un petit nombre de scientifiques reconnus ». Il faudrait alors décentraliser les systèmes de titres scientifiques, introduire des procédures simplifiées de carrière, rendre les mises en réseaux scientifiques appropriées, ouvrir les projets aux

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 149.

financements internationaux. « Si on n'introduit pas l'expertise internationale lors de l'évaluation des projets, les soupçons de créer un cercle de scientifiques privilégiés et interconnectés qui redistribuent l'argent entre eux persisteront ». Il conclut : « il faut que les évaluateurs internationaux imposent leurs standards dans la science locale »<sup>1</sup>.

3. Le point de vue des « nouveaux acteurs » qui élaborent ou contrôlent les critères « de la bonne gouvernance » et des « bonnes pratiques » de la recherche sera exemplifié<sup>2</sup> à l'aide d'une expertise internationale : l'*International Review Panel* du *National Science Fund of Bulgaria*. Il s'agit d'une expertise faite sur la base d'entretiens avec des experts bulgares, effectués en juillet 2006<sup>3</sup>. Les évaluateurs internationaux constatent qu'en Bulgarie, il n'existe ni anomalies, ni *best practices*. Dans leur récit, je vais surtout souligner la manière dont ils envisagent l'espace public scientifique, l'internationalisation de la science et la standardisation des

<sup>1</sup> *Ibid.*

<sup>2</sup> Certes, il ne s'agit là que d'un des points de vue des évaluateurs étrangers. Cette présentation trop simplifiée ne donne pas la possibilité de voir leur diversité, les contradictions à l'intérieur de ce groupe, les différentes influences des experts sur le Ministère de la science et de l'éducation. De plus, il ne s'agit pas uniquement d'experts européens (par exemple, la plus grande ONG étatsunienne pour le partenariat avec le monde des affaires, *Junior Achievement*, par sa filière bulgare, impose à travers un contrat de 2003 des experts et des manuels pour l'enseignement). Ce thème mérite une recherche distincte qui différencie les disciplines. Tout de même, il faut se poser le problème de qui évalue la qualité de leurs expertises et de qui établit les critères apparemment objectifs et universels. *A quel point ces expertises sont-elles publiques ?* J'ai déjà abordé ce sujet concrètement : Deyanova Liliana, « L'expertise des carrefours balkaniques », in Boucher Jaques L., Theriault Joseph Yvon, *Petites sociétés et minorités nationales*, Presse Universitaire de Québec, 2005, pp. 97-109 ; voir aussi le texte de Breznik Maja et Mocnik Rastko, « Research policy in practice », sur le site de la recherche comparative de 2006. Svetla Koleva en 2006 qui analyse le livre de Kuhn Michael et Remoe Svend Otto, *Building the European Research Area. Socio-Economic Research in Practice*, New-York, Peter Lang, 2005. Voir aussi les arguments de Christian de Montlibert (*Savoir à vendre, op. cit.*, pp. 77-112).

<sup>3</sup> [http://www.minedu.government.bg/opencms/export/sites/mon/left\\_menu/europeintegration/info/national\\_science\\_fund\\_of\\_bulgaria.pdf](http://www.minedu.government.bg/opencms/export/sites/mon/left_menu/europeintegration/info/national_science_fund_of_bulgaria.pdf)

indicateurs d'évaluation de l'activité scientifique.

Les experts internationaux encouragent la création de « centres d'excellence » et de consortiums. Selon eux, les concours thématiques devraient stimuler la création de consortiums. Ils privilégient également l'évaluation étrangère des projets : les experts de notre fonds national pourraient utiliser la « banque de données internationale des *reviewers* potentiels en vue de sélectionner les évaluateurs ». On considère que « l'évaluation internationale devrait être la norme », parce que les « évaluations internes essaient très souvent d'éviter les conséquences douloureuses comme par exemple la fermeture d'une institution ». C'est pourquoi il serait souhaitable de rédiger les projets directement en anglais.

Dans cette expertise, on ne fait pas la différence entre les sciences sociales et les sciences naturelles. Dans certains textes rédigés par des fondations européennes, on peut même lire qu'il faudrait « transcender la différence entre les sciences de la nature et les sciences de l'homme » et « effectuer une standardisation ». L'équipe internationale commente la question de « l'impact de la science sur la société et sur l'économie » de la manière suivante :

« Notre impression est que le signification générale de la science pour le développement de la société, de l'économie et du bien-être de la Bulgarie n'est pas encore tout à fait claire ».

Voilà pourquoi « les campagnes publicitaires et les stratégies de diffusion et de valorisation des résultats scientifiques » sont encouragées.

4. Ce sont certains organismes privés servant de médiateurs (les ONG, les fondations etc.) qui profitent le plus de cette nouvelle vision de l'activité scientifique et de son utopie de « désinstitutionnalisation » de la science. Dans leurs « *campagnes publicitaires* » tout est conforme aux mesures et aux recommandations européennes. Il s'agit par exemple des fondations de stratégies régionales d'innovation et de recherches appliquées qui ont leurs propres commissions de cohésion sociale, leur propre « code éthique ». Elles font souvent partie de grands consortiums internationaux presque comparables à des multinationales. Ces

instituts médiateurs élaborent des programmes pour définir les priorités scientifiques, pour étudier « le futur développement des sciences, des technologies, de l'économie et de la société ». Le but est de « définir ces domaines qui contribueraient à l'amélioration de la qualité de la vie ». On peut donner l'exemple d'une fondation bulgare qui, dans un premier temps, s'occupait de recherches dans les domaines de l'agriculture et de la médecine et qui se proposa par la suite et sans aucune compétence adéquate, « de définir les priorités scientifiques dans les domaines de l'identité nationale et de l'héritage culturel ». Cette organisation se prétend désormais l'une des ONG *leaders* dans « le développement d'une société moderne basée sur le savoir » et un « instrument majeur dans l'implantation de la stratégie nationale de recherche et de développement »...

Ce qui est dérangeant dans ce dernier schéma narratif, c'est surtout l'idée d'« espace public scientifique » qui en découle. Les consortiums prétendent prescrire les bonnes pratiques de la recherche (et les glissements entre « recherche » et « science » dans cette nouvelle langue est aussi symptomatique), hiérarchiser les priorités de la recherche et évaluer les projets, y compris dans le domaine des sciences sociales. Or, ils sont souvent dirigés par des personnes qui se revendiquent *businessmen* et non pas scientifiques. Ces mêmes personnes gagnent des concours de projets financés par les fonds publics pour la science, tout en prétendant publiquement qu'il ne faut pas mélanger la « science » et le « business » (business de la recherche)<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Analysé par Valentin Danchev dans « The Sociology facing the non-classical dilemma – between the "media activity" and the "scientific inactivity" : Transformation of the Sociological Legitimacy », note 3, p. 1. D'ailleurs sa lecture de notre matériel empirique est différente et son diagnostic de la situation – très bien argumenté – ne partage pas tous les présupposés de ma propre vision d'une science qui « est en danger et donc elle devient dangereuse », pour reprendre cette formule de Bourdieu. Mon collègue a préféré de mettre en exergue pour une de ses publications issue de notre recherche collective, une autre formule : « Its the End of the World as We Know It... And I Feel Fine » (R. E. M.)

5. Un des interviewés se déclare consterné par les multiples contradictions dans la définition des *bonnes pratiques* scientifiques et explicite un cas particulièrement « scandaleux » dans un pays balkanique voisin. Même si ce type de récit démontre une inclinaison pour les *théories de la conspiration*, il reste très caractéristique de l'époque de la transition décrite ici. Dans son discours, il critique vivement la manière dont les consortiums internationaux gagnent la grande partie du financement dont dispose, pour ses concours, la Fondation Académique Nationale. Les scientifiques indépendants, qui sont des évaluateurs internationaux potentiels et qui devraient « imposer les critères internationaux à notre science », effectuent selon lui une pression symbolique importante sur les experts et les rapporteurs nationaux. La violence symbolique s'effectue à travers de longues lettres de recommandation (qu'aucun des évaluateurs scientifiques locaux des projets n'a souhaitées) et à travers des titres sophistiqués (du genre « membre du club de... », « recommandé à titre personnel par le député européen... »). Selon l'universitaire interviewé, le masque des critères évolutifs formels et rationnels cache souvent « des relations clientélistes, patriarcales et autres » ou des « intérêts économiques » tout court. Même s'ils contrôlent de plus en plus de régions, les acteurs présents sur les marchés internationaux des recherches scientifiques sont de moins en moins nombreux.

Bref, un nombre de plus en plus restreint de holdings – qui sont pourtant de plus en plus grands – investit dans des PME scientifiques « flexibles » et dynamiques et stimulent la mobilité individuelle de différents chercheurs. Ces « consortiums » disposent également d'une cartographie des centres de recherches et des « ressources humaines » dans la région en question. Pour eux, le refus de mesurer le potentiel scientifique d'une manière strictement quantitative et selon les formes du marché, constitue une incapacité manifeste à s'intégrer à la nouvelle « économie du savoir ». Les consortiums condamnent à la disparition les acteurs et les institutions qui se refusent à cette mutation forcée.

6. Dans les institutions académiques d'Etat, les chercheurs en sciences sociales se rendent compte plus rarement de l'échelle et de la vitesse des transformations. Ils continuent à penser que la science académique n'est pas vouée à la marginalisation. Au contraire, ils admettent que le cadre institutionnel doit être réformé, mais d'une manière « bien tempérée ». (Sans doute la généralisation extrême que j'ai entreprise en voulant montrer sept cas de figure prive-t-elle le tableau de ses couleurs. Dans ce groupe d'universitaires, les arguments pour ces « réformes nécessaires » sont très variés. Par exemple, dans les débats de l'Association des sociologues, on peut entendre l'un des leaders de l'opposition anticommuniste affirmer que « *Au moment actuel nous sommes objet d'une pression de la part de l'UE qui nous fait importer un système normatif sans tenir compte de sa compatibilité avec le droit coutumier (!), avec le droit bulgare et avec l'ethnoculture bulgare (!)* ») Mais en tout cas les universitaires considèrent que leurs expertises et celles des experts des institutions privées et des *think tanks* ne rentrent pas en concurrence parce qu'elles « fonctionnent dans des territoires et des régimes temporels distincts ». « Les expertises des institutions privées obéissent à des urgences et ignorent les standards scientifiques de grande envergure ». De plus, les destinataires de ces expertises ne sont pas les mêmes. Les instituts privés sociologiques s'adressent aux élites nationales politiques et au monde des affaires tandis que les expertises de la communauté scientifique visent l'élite scientifique, nationale et internationale, plus le public intéressé. D'après eux, les scientifiques de l'Académie Bulgare des Sciences bénéficient d'un prestige acquis auprès de la communauté internationale. Voilà pourquoi, dans les conditions actuelles, « la science académique constitue la niche la plus favorable pour une adaptation optimale du savant académique à l'évolution du contexte »<sup>1</sup>. Mais comme nous l'avons vu, il y a des interprétations autres de cette évolution et du futur des sciences sociales. Il s'agit en

<sup>1</sup> Ce sont des citations issues des débats concernant les critères d'évaluation et surtout d'un article de Gornev Galin, « *Za identichnostta i strategiata na Instituta o sociologia* », *Sotsiologicheski problemi*, n°1/2, 2006, pp. 279-289.

particulier de l'interprétation produite par les *think tanks*.

7. Nous avons déjà introduit la stratégie discursive des *think tanks*. Ils sont des formations très hétérogènes<sup>2</sup>. (Il n'est pas étonnant qu'un grand nombre de représentants de la vieille élite académique ne perçoit pas ces différenciations et ne les reconnaît pas.) Certaines de ces institutions n'ont jamais fabriqué d'arguments, même si elles étaient étiquetées comme *think tanks*. Leur stratégie n'est pas forcément d'être publiques. Elles sont avant tout identifiées comme des firmes de consultation de haut niveau. Beaucoup de ces experts ont cependant réussi à produire des arguments analytiques. Certains ont même redéfini les rôles prescrits et ont produit des éléments de connaissance d'une richesse significative. Comme le dit l'économiste Roumen Avramov : « ils ont à la fois réussi à enrichir les sciences humaines et à dissoudre le modèle conservateur du savant fonctionnaire d'Etat ». D'autres, en revanche, se sont avérés de simples instruments de propagande, des « passeurs » de la nouvelle *doxa* néolibérale. Je souligne ces différences, parce qu'elles n'ont pas été aperçues par beaucoup d'universitaires bulgares, ce qui les empêche de comprendre la raison pour laquelle beaucoup de jeunes doctorants accusent les sciences sociales académiques d'être conservatrices et aveugles, par opposition aux théories innovantes des institutions *think tanks* privées.<sup>3</sup> Il s'agit d'un groupe qui, en voulant dissoudre le modèle du savant fonctionnaire d'Etat, partage une autre utopie pour les sciences sociales du siècle à

<sup>2</sup> Voilà pourquoi l'analyse des *think tanks* comme « nouvelle classe » (ou même « passée de l'autre côté de la barricade de la globalisation ») n'est pas bien fondée. Aujourd'hui, en comparaison avec la situation qu'on a décrite dans notre recherche de 1999, son hétérogénéité s'est même plus accentuée. Voir Deyanova Liliana, *in De réseau en réseau* (voir note 3, p. 1) ; une thèse de doctorat en anthropologie sur les milieux *think tanks* étudiés en profondeur et dans une longue durée vient d'être soutenue à l'EHESS par Dostena Anguélova-Lavergne « *La main invisible de la transition : think tanks et transition démocratique en Bulgarie après 1989* ».

<sup>3</sup> On assiste aujourd'hui à un élargissement de l'usage du terme : on appelle *think tank* la plupart des universités privées, comme la *Nouvelle Université Bulgare* et le *Center of Advanced Studies* de Sofia.

venir. Tel est le titre d'un livre d'Ivan Krastev, *Note de bas de page. La science de l'autre siècle*, exprimant une autre stratégie discursive, un « schéma narratif » différent qui devient de plus en plus influent. C'est un recueil de textes des auteurs du *Wissenschaftskolleg* de Berlin, dirigé et préfacé par Krastev. Ils s'inscrivent dans le projet important, *Agora*, un programme visant à repenser les sciences sociales. Dans sa préface/manifeste, Krastev s'identifie aux personnes qui contestent les vérités de leurs disciplines et qui sont prêts à faire face à leurs propres préjugés. Il pense son projet comme une « *nostalgie du futur* » au sens où « la même possibilité de penser le futur s'avère problématique dans le nouveau monde post-utopique », où « le futur est pensé comme risque et non comme projet ». Le *pathos* de cette image de la science s'inscrit en opposition à « ceux qui ne comprennent pas que la connaissance réelle est impossible, si la diversité n'est pas dans le processus de production du savoir. Ce ne sont pas les réponses locales qui divergent, ce sont les questions qui diffèrent ». L'auteur s'oppose à ceux qui ont fait du « retour en Europe leur idéologie nationale » et au « provincialisme radical » qui, transformé en institution nationale, est la plus grande « damnation de notre vie intellectuelle ». Ce provincialisme s'exprime par un « éclectisme pathétique, européocentrisme et un amour pour les théories conspiratrices ». Krastev valorise « le bas de page » (*footnote*), ce qui n'est « pas prêt d'être élevé à la dignité de haut de page ». Ce texte est un manifeste d'une « interzone » scientifique, elle-même définie comme « lieu où la culture se négocie et se transforme en savoir local en fonction des stratégies et des intérêts des acteurs locaux ».

Cette « interzone » se caractérise pourtant par une polarisation accélérée et par une différenciation des lieux qui produisent des projets de recherche. Voilà pourquoi l'opposition « perdants - gagnants » devient de plus en plus palpable dans les récits des jeunes chercheurs et doctorants qui croient au marché des diplômes, à la mobilité et aux évaluations des *generic skills*. « Le sujet de ton projet n'a aucune importance, ce qui compte c'est de ne pas être parmi les *losers* », c'est à-dire « ceux

qui ne maîtrisent pas le *fund raising* ». Le mieux, bien sûr, est d'atteindre le réseau de l'« *European doctor school CEU* »<sup>1</sup>. Je ne vais pas m'attarder ici sur ce sujet puisqu'il nécessite une recherche séparée. Mais il est important de souligner que c'est précisément à travers les choix ségrégatifs des futurs chercheurs qu'on peut saisir le mieux une nouvelle *segmentation*<sup>2</sup> universitaire, de même que le rôle des prophéties autoréalisatrices (« *self-fulfilling prophecies* »). Il s'agit d'une situation dans laquelle l'accès aux *capitaux sociaux* (au réseau des « gagnants » et à leurs capitaux symboliques) s'avère un facteur de stratification significatif. Ceci est d'autant plus visible dans des pays comme la Bulgarie où, tout comme le démontrent les économistes de l'éducation, il n'existe pas de liaison entre la qualité du diplôme universitaire et le marché du travail<sup>3</sup>.

## En conclusion

A travers ces sept récits, nous avons essayé de décrire des nouvelles différenciations dans le champ des sciences sociales (de nouvelles *divisions* et *visions*), de montrer les décalages ou les formes variées d'*allodoxie*. En un mot, de lire des symptômes d'une nouvelle orchestration des pratiques des agents.

Au-delà de la modification du rôle de l'Etat, au-delà des nouveaux régimes d'accès aux ressources et à la « valeur européenne ajoutée », au-delà des réformes, des mécanismes de nouveau management du savoir et des processus d'hétéronomie croissante, nous avons constaté une *fragmentation* de ce champ. Nous avons vu comment chacun des « acteurs » impliqués ajoute, sans le savoir et sans le vouloir, « sa propre force vers d'autres rapports de force qui privilégient la réaction

<sup>1</sup> D'ailleurs, « gagner les doctorants et lutter pour les chances de former aux fonctions de l'international » s'est avéré un des enjeux principaux des stratégies en concurrence.

<sup>2</sup> Dans le sens de Fritz Ringer.

<sup>3</sup> Voir Goergi Ganev, « The link between the estimate of the corruption environment in higher education schools and labor market attitudes », in Dimitrov Georgi, Kabakchieva Petya, (eds.), *Anticorruption/antieducation. Studies on corruption in higher education in Bulgaria*, Sofia, Iztok Zapad, pp. 125-132 (en bulgare).

urgente aux marchés »<sup>1</sup>, aux marchés du savoir, aux marchés de l'information et des « services » de savoir<sup>2</sup>.

Les processus étudiés obéissent à des logiques étranges sinon paradoxales. Dans les discours, des noms, des oppositions et des lignes de démarcations inédites – « mystiques » – apparaissent : « audit » ou « audit social », « *benchmarking* de l'activité scientifique », « business et société », « décentralisation de la science contrôlé par le Ministère de l'éducation », « dé-régulation étatique » et « ONG d'Etat », « chercheurs polyvalents qui peuvent en même temps promouvoir un détergent et créer des stratégies pour l'identité nationale », « rapports sociaux de haute qualité » etc.

<sup>1</sup> Voir les travaux cités de Pierre Bourdieu et Christian de Montlibert.

<sup>2</sup> Nous avons vu cette fragmentation au concret, en analysant un seul domaine – le champ de la production de l'opinion public à travers les recherches dites sociologiques et la controverse des auteurs de ces recherches, à savoir les agences de sondages et de marketing, les *think tanks*, les départements universitaires etc. Dans l'académie (y compris l'université), on proteste contre les « sociologues privés », mais sans apercevoir les « privés » au sein de l'académie. Les agences sociologiques sont déçues par le conservatisme et le théorisme abstrait de l'académie, en oubliant que la plupart d'entre elles appartiennent aussi à l'académie et qu'elles auraient une chance de la changer. La plupart d'entre elles disent volontiers que « la différence entre le marketing d'un détergent-lessive et le marketing politique est de zéro » et qu'elles ne s'occupent que de la production de données, l'analyse étant « un produit secondaire ». Courent des bruits sur des unions *think tanks* et autres. Les agences sociologiques sont achetées et « deviennent la propriété des *brokers* politiques ». Les agents de relations publiques disent que les élections politiques (c'est-à-dire les élections pour la cité, qui signifie par définition vivre ensemble) sont une « guerre » et que, par conséquent, toutes les techniques qui mènent au résultat voulu sont permises. En même temps, la profession, selon un sociologue, se transforme en un endroit sans règles où tout le monde peut entrer et se nommer « auteur de recherches sociologiques ». Différentes universités proposent leurs services « éducatifs » aux étudiants errants, dans le contexte d'une tradition professionnelle qui est encore instable et déjà fragilisée. Et tout cela se produit sur le fond d'un déficit fondamental de l'époque contemporaine – le déficit de la certitude, de la prévisibilité. Il est symptomatique que le management perçoive ce déficit comme un déficit de réformes et les étudiants comme un nombre insuffisant de « cours pratiques ». (Voir la recherche citée dans la note 3 p. 1 « De réseaux en réseaux ».)

Pourquoi toutes ces expressions et classifications bizarres se remarquent-elles dans le récit ci-dessus ? Nous nous sommes proposés d'étudier ce qui semble au premier abord une étrangeté et un paradoxe du champ scientifique bulgare en pleine transformation (avant la *naturalisation* de ces lignes de forces centrales !). Cet état du champ est à son tour soumis à un audit. On y introduit les évaluations détaillées des progrès, les *best practices*, on y valorise la mobilité des chercheurs (entrepreneurs de soi-même) et leur capital individuel, on calcule les ressources humaines des communautés épistémiques polyvalentes, on stimule les aptitudes générales (*generic skills*) des doctorants. En étudiant les différentes formes de fragmentation, de décontextualisation, de déterritorialisation, de procéduralisation, la prééminence de la rationalité du marché devient de plus en plus évidente.

Il vaut la peine de mettre au jour ces symptômes de *désinstitutionalisation* de la science et de dérégulation de l'évaluation, qui s'accompagnent d'un soutien des nouveaux réseaux et consortiums internationaux pour les chercheurs « dé-disciplinarisés », mobiles et mesurés. *Sans aucun doute il existe également dans ce champ d'autres tendances. Il existe aussi des contre-symptômes.* Mais les processus de l'hétéronomisation et de ce que Bourdieu décrivait comme *hystérésis*, à savoir les discontinuités de la complicité ontologique entre l'*habitus* et l'*habitat* du savant (les dispositions incorporées et le nouvel état du champ), sautent autant aux yeux.

Nous ne suggérons aucunement que l'impératif idéologique visant à « *turning science into business* » (c'est le titre d'une publication de l'OCDE) soit le seul qui détermine les transformations de la recherche. Mais sa pression globale est objectivement forte. L'audit, le *benchmarking* et les autres évaluations des ressources humaines sont des formes puissantes qui lient le global et le local. La globalisation est une forme d'organisation, comme l'a souligné l'anthropologue Elizabeth Dunn<sup>3</sup>. Cet auteur a étudié le processus de

<sup>3</sup> Dunn Elizabeth, « Audit, Corruption, and the Problem of Personhood : Scenes from Postsocialist Poland », in Lepenies Wolf (ed.), *Negotiated Universals*, Berlin,

privatisation d'une entreprise postsocialiste en Pologne et son rachat par une compagnie multinationale. Dans son analyse du lien entre l'audit et la corruption, elle explique bien pourquoi l'audit ne crée pas une homogénéité mais des différences. L'audit est la forme principale à travers laquelle la différenciation actuelle se réalise. Derrière la neutralité et l'objectivité apparentes des opérations numériques, apparaissent des nouvelles formes : « ainsi les individus deviennent auditeurs de soi-même (ce qui les rend susceptible d'être mesurés mais aussi formés »<sup>1</sup>, mesurables et formables). Cependant, les ouvriers locaux ont une attitude différente envers la mesure rationnelle imposée par l'audit et les autres évaluations factorielles des ressources humaines. Ceux qui sont évalués « incorrectement » pensent qu'il s'agit de corruption. La corruption, affirme Dunn, est un indice de l'encastrement (« *embeddedness* »), c'est-à-dire des transactions qui se produisent dans des réseaux et à travers des réseaux. Les ouvriers polonais n'ont pas contesté la privatisation même, mais la manière dont la privatisation a été effectuée, à savoir les personnes et les réseaux qui l'ont accomplie. Les universitaires bulgares semblent faire de même.

C'est ainsi qu'apparaissent les nouveaux « paysages » dont parlait Weber. Et des différenciations historiquement construites – arbitraires et contingentes – se naturalisent, pour s'imposer comme le Paysage. Alors le paysage risque de devenir nature morte.

---

Campus, pp. 127-145. Nous citons la traduction bulgare du même article, publié dans le livre de Ivan Krastev *Pod linia, op. cit.*

<sup>1</sup> *Ibid.*